

# LES UNIVERSITÉS se mobilisent

Sévèrement réprimées mais toujours en lutte. Nombreux sont les endroits où en cette fin d'année les universités sont encore pleinement engagées, avec détermination, tant dans des combats démocratiques qu'en matière de défense des libertés académiques : Algérie, Chili, Colombie, Hongkong, Iran, Turquie, Philippines, Sénégal, Royaume-Uni... À Hongkong, la situation a basculé depuis mi-novembre : face à la violence de la répression, le mouvement s'est éloigné de sa dimension pacifique et les étudiants se sont armés d'arcs et de flèches enflammées après le décès de l'un d'entre eux, dénonçant une police qui ne respecte pas même ses propres règlements et qui s'applique volontairement à blesser les manifestants. Au Chili, en réponse à une politique de casse libérale de l'université, étudiants et universitaires ont affronté des militaires armés désormais chargés du maintien de l'ordre dans l'espace public, comme dans les heures les plus noires de son histoire. En Colombie, des étudiants ont non sans courage arboré des pancartes « *Moi, je soutiens mon prof !* » dans leurs marches, en réponse aux menaces de mort quand ce n'est pas aux meurtres perpétrés contre des universitaires. Aux Philippines, malgré la répression dont ils sont l'objet, les syndicats s'emploient pourtant, dans un large front, à lutter contre la précarité et même, de façon offensive, à revendiquer une augmentation du salaire minimum, notamment pour les enseignants.

**Ce mini-dossier, qui n'a pas vocation à être exhaustif, met un coup de projecteur sur quelques-uns de ces combats en cours dans les universités du monde.** À lui seul, il justifie la nécessité que les universitaires, partout, se mobilisent pour la défense de leurs libertés académiques, indispensables à la production et à la transmission du savoir, qui font l'objet d'attaques méthodiquement organisées. Si elles sont souvent sans commune mesure tant elles sont de différentes natures, ces attaques s'expriment désormais dans l'ensemble des pays et sur tous les continents.

**C'est pourquoi, le samedi 8 février 2020, le SNESUP-FSU appellera l'ensemble de ses adhérents à participer à une journée internationale de mobilisation pour la défense des libertés académiques. « *Save the date !* »** Nous y reviendrons dès janvier prochain. ■

Dossier coordonné par **MICHEL MARIC**, coresponsable du secteur International



# Algérie : la révolution du sourire



Manifestation à Alger.

Par **FATHIA SAHNOUNE**, chercheuse à Alger, membre du secrétariat de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS)

**L**e soulèvement populaire qui a démarré le 22 février 2019 en Algérie est un mouvement pacifique que l'on a d'ailleurs appelé « révolution du sourire ». Tous les vendredis, ce sont toutes les couches sociales (hommes, femmes, jeunes, enfants, travailleurs, retraités, chômeurs, etc.) qui participent à une marche, tandis que les mardis, ce sont les étudiants de toutes les universités algériennes, ainsi que des enseignants et des personnels qui soutiennent la population dans sa revendication première, qui consistait à s'opposer à un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, qui manifestent.

Les revendications se sont ensuite élargies, demandant d'abord le départ de tous ceux qui avaient participé à l'ancien régime, puis refusant la tenue d'une élection présidentielle le 4 juillet, ainsi que l'avaient proposé le président par intérim, Abdelkader Bensalah, et le chef d'état-major de l'armée, Gaid Salah.

*Pour une Algérie démocratique avec un État de droit et une justice indépendante.*

**Le mouvement populaire de contestation du régime en Algérie est entré dans son 10<sup>e</sup> mois de protestation le 22 novembre 2019. Comme tous les vendredis depuis le 22 février, la population se mobilise contre la présidentielle du 12 décembre, perçue comme une manœuvre du gouvernement par intérim pour asseoir sa mainmise sur le pays.**

Cependant, le mouvement populaire s'est poursuivi car l'une de ses principales revendications portant sur le départ d'Abdelkader Bensalah et celui du gouvernement mis en place depuis la démission d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril 2019, considérés comme illégitimes, n'a pas été satisfaite. La population a été l'objet d'une répression importante de la part des forces de l'ordre, avec des arrestations musclées d'opposants au régime.

Notre syndicat de chercheurs a participé par des journées de protestation et la diffusion de communiqués avant le départ du président Bouteflika pour soutenir le mouvement populaire avec d'autres syndicats. Par la suite, nous avons continué à prendre part aux marches et protestations hebdomadaires mais de façon individuelle.

Malgré toutes ces revendications et protestations, le pouvoir en place ne veut pas céder et a fixé l'élection présidentielle au 12 décembre 2019 avec la participation de cinq candidats qu'une bonne partie de la population refuse car ceux-ci ont fait partie, à un moment ou à un autre, de l'ancien régime et n'incarnent pas la rupture avec le passé.

Le gouvernement persiste dans sa logique, il n'est pas à l'écoute des revendications du peuple et plus grave encore, des opposants pacifiques sont emprisonnés. Les universitaires sont prêts à continuer leur lutte pacifique pour une Algérie démocratique avec un État de droit et une justice indépendante. ■

## #FreeIran... #FreeIraq... #FreeLiban... #FreeSyria

Par **GÉRARD LAUTON**,  
corresponsable du secteur Droits & Libertés

### SOULÈVEMENTS HISTORIQUES EN IRAN, EN IRAK, AU LIBAN

En novembre 2019, les étudiants de Téhéran ont crié leur aversion contre la dictature<sup>1</sup> religieuse oppressive et prédatrice. Assiégés, nombre d'entre eux ont été arrêtés. L'opposition iranienne appelle à l'envoi de missions d'enquête<sup>2</sup> pour voir les détenus. Hassan Rohani a ordonné la diffusion des « aveux » télévisés de manifestants. Le recours à la torture pour leur extorquer ces aveux est fréquent sous le régime des mollahs, en violation des droits humains. Malgré la répression, la révolte se poursuit en Iran ainsi qu'en Irak et au Liban contre la tutelle iranienne.

1. <http://bit.ly/2q38LjU>.  
2. <http://bit.ly/2OvI6pp>.  
3. <http://bit.ly/2rC6MDK>.

### INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES EN SYRIE

La Turquie est intervenue en octobre dans le nord et le nord-est syrien, au motif de sécuriser ses frontières avec la Syrie par une « zone de sécurité » – dont le Rojava. On ne peut l'interpréter en oubliant la présence militaire de la Russie et de l'Iran en Syrie depuis huit ans. Pour preuve, l'accord du 22 octobre à Sotchi entre R.T. Erdogan et V. Poutine : « *La Turquie<sup>3</sup> s'engage à ne pas reprendre son offensive militaire dans le nord de la Syrie, en échange de quoi la Russie promet un retrait des forces kurdes tout au long de la frontière [...] les forces syriennes et russes devront s'assurer le contrôle de toute la frontière, à l'exception des 120 kilomètres dont la Turquie s'est emparée.* » Ainsi remis en selle, Bachar al-Assad entend y envoyer ses troupes et mater toute opposition pour une Syrie totalement à sa botte. ■

# Répression antisyndicale aux Philippines

Dégradation des droits humains, répression des militants syndicaux, atteinte de toutes sortes aux libertés, notamment académiques, la population philippine subit une nouvelle vague de répression depuis le 31 octobre lorsque plus de 60 personnes ont été arrêtées lors de raids menés par les forces militaires et policières.

Par **MARC CHAMPESME**,  
membre de la Commission administrative

**A**rrestations arbitraires avec fabrication de preuves, menaces de mort et agressions armées, inscription de militants sur des listes de prétendus « terroristes », c'est une nouvelle vague de répression qui a commencé le 31 octobre aux Philippines lorsque plus de 60 personnes ont été arrêtées lors de raids simultanés menés par les forces militaires et policières contre des syndicats, des organisations de la société civile et des groupes de défense des droits humains.

Cette attaque faisait suite à celle commise par des hommes masqués et armés qu'avait subie le 15 octobre un couple d'enseignants militants syndicaux – dans leur classe et en présence de leurs élèves –, conduisant la femme du couple à l'hôpital pour de graves blessures par balles. Alertée par des syndicats de l'éducation victimes de ces exactions, l'Internationale de l'éducation (IE) est intervenue directement auprès du président Duterte et a lancé une campagne internationale pour exhorter le gouvernement à mettre fin immédiatement à la stigmatisation et à la répression visant les syndicats et organisations de la société civile dans le pays, et à garantir la sécurité et la sûreté de tous les membres et dirigeants syndicaux. Une pétition a été lancée et une journée internationale de solidarité avec les syndicats philippins est prévue le 10 décembre 2019, Journée internationale des droits de l'homme.

## GRAVES ATTEINTES AUX LIBERTÉS ACADÉMIQUES

Dans les universités philippines, les personnels et étudiants subissent également cette répression, à laquelle s'ajoutent des mesures portant atteinte aux libertés académiques. Ainsi, à l'université des Philippines, en octobre, le président de l'université et son bureau ont procédé à la nomination de doyens sur des critères « politiques » contre l'avis des conseils de l'université et de ses facultés et en contradiction avec les procédures habituelles ; en novembre, des personnes soupçonnées d'appartenir aux services de renseignement faisaient irruption dans les locaux d'une des facultés de l'université, prétendant effectuer une inspection des bureaux pour en assurer la surveillance. Dans ces conditions, la menace d'interventions directes des services

de police sur les campus pour « endoctriner » les étudiants ne fait que se renforcer (*lire l'article dans le mensuel n° 678, octobre 2019, p. 28*).

## LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

En parallèle, un large front syndical lutte également contre la précarité et pour une augmentation du salaire minimum journalier (actuellement de 537 pesos philippins – PHP) afin d'atteindre 750 PHP par jour, alors que le coût de la vie est estimé à 1 000 PHP\* par jour pour une famille dans la région de Manille.

Pour les enseignants employés par l'État, une grande campagne syndicale a été lancée depuis plusieurs mois pour revendiquer un salaire minimum mensuel de 30 000 PHP (contre 20 754 PHP actuellement). Dans le cas

**Avec l'IE, le SNESUP apporte tout son soutien au mouvement syndical philippin et aux universitaires dans leur combat contre la répression et pour la défense des libertés académiques.**



des employés de l'État, une première avancée a été obtenue avec un vote unanime du Sénat – dont l'exécution reste à confirmer –, doublant le budget prévu pour les augmentations salariales : si elle était également répartie entre tous les employés de l'État, cette enveloppe budgétaire permettrait une augmentation du salaire mensuel de 3 000 PHP par employé.

Avec l'IE, le SNESUP apporte tout son soutien au mouvement syndical philippin et sera aux côtés des universitaires philippins dans leur combat contre la répression et pour la défense des libertés académiques. ■

\* 1 000 PHP =  
17,70 €.

# Colombie : le mouvement de grève massif traduit une révolte profonde

Des centaines de milliers de Colombiens sont descendus dans la rue le jeudi 21 novembre pour participer à un gigantesque « paro nacional » (grève nationale). D'une ampleur inégalée depuis 1977, ce mouvement entendait protester contre la politique inégalitaire et autoritaire du président de droite dure Ivan Duque.

Par **CHRISTOPHE ROUX**, attaché d'administration

## LES UNIVERSITÉS : BUDGETS AU RABAIS, RÉPRESSION POLICIÈRE ET MENACES SUR LES ENSEIGNANTS

Le jeune président, issu du parti Centro democratico (lié à l'ex-président Alvaro Uribe), avait dû faire face à une première contestation étudiante fin 2018. Sous la pression, Ivan Duque avait fini par conclure un accord avec les 38 universités publiques en leur accordant une rallonge budgétaire de 1,2 milliard de pesos (310 millions d'euros). Souriant, le président était alors apparu devant les caméras pour proclamer un « accord historique pour l'université publique ». Il semblait simplement oublier que le déficit de cette dernière s'élevait plutôt autour de... 3,2 milliards de pesos !

Il faut noter également que depuis le début du mouvement étudiant, la répression policière a été particulièrement violente. Les forces de l'ordre n'ont pas hésité, par exemple, à inonder de gaz lacrymogènes une manifestation étudiante pacifique qui se trouvait pourtant à l'entrée d'un hôpital de Bogota. Depuis la marche du 21 novembre, les étudiants pleurent également la mort du jeune Dylan Cruz. En pleine rue, ce manifestant de 18 ans avait été touché à la tête par une grenade assourdissante tirée par les escadrons de la police (les Esmad).

Les étudiants qui participaient aux manifestations dans l'ensemble du pays rejoignaient en réalité tout un peuple en colère. Avec eux, marchaient également des syndicalistes, des travailleurs, des

indigènes menacés et des citoyens inquiets des projets de réformes ultra-libérales que pourrait porter l'actuel gouvernement : baisse du salaire minimum (notamment pour les jeunes), augmentation de l'âge de départ à la retraite, disparition de la retraite publique, *colpensiones*, au profit d'un

système privatisé, réforme fiscale défavorisant les classes moyennes au profit des... plus riches, etc. Dans ces marches, on a pu voir fleurir des pancartes « Yo, apoyo mi profe » (« Moi, je soutiens mon prof »). Celles-ci visaient à soutenir un corps enseignant victime de meurtres et de nombreuses menaces de mort (25 enseignants menacés dans le département de la Guajira, 17 au Putumayo, etc.).

## DE NOMBREUX MOTIFS DE CONTESTATION : INÉGALITÉS, INCOMPÉTENCE ET RETOUR DE LA VIOLENCE

Malgré son absence d'expérience politique, Ivan Duque a été élu en juin 2018. Depuis, il est devenu particulièrement impopulaire (70 % d'opinions défavorables). Le peuple lui reproche son irresponsabilité (les divers problèmes – même actuels – sont régulièrement renvoyés aux décisions du gouvernement précédent) et son amateurisme (la loi de finances de décembre 2018 a été, par exemple, invalidée par le Conseil constitutionnel pour... vice de procédure).

Son opposition à la mise en place des accords de paix de 2016 a également de quoi inquiéter dans ce pays qui peine à sortir d'un conflit armé vieux de plusieurs décennies. Parmi les centaines d'assassinats de leaders sociaux et indigènes survenus ces derniers mois, l'attaque du 29 octobre dans le département du Cauca qui a coûté la vie à cinq indigènes de la communauté nasa et l'assassinat de la candidate de centre gauche Karina Garcia Sierra au mois de septembre ont particulièrement choqué l'opinion publique. Si ces meurtres sont perpétrés par des groupes armés, les forces militaires ne sont pas en reste, puisque l'élimination de l'ancien leader des Farc Dimar Torres (pourtant démobilisé !) ou le tragique bombardement de huit adolescents dans le Cauca leur sont clairement attribués.

Dans ce pays très inégalitaire, le vent de révolte sociale ne risque pas de faiblir. Il faut dire que si la croissance économique « officielle » atteint les + 3,3 %, le taux de chômage réel stagne à 10,2 %. Le peuple, inquiet de ces écarts « mystérieux », retire la confiance qu'il pouvait avoir dans ses dirigeants, et s'oppose désormais à leurs vieilles recettes mêlant néolibéralisme, diète budgétaire éducative et répression. Ce rejet étant certainement valable sous d'autres latitudes... ■

Le peuple s'oppose aux vieilles recettes de ses dirigeants, mêlant néolibéralisme, diète budgétaire éducative et répression.

Néolibéralisme affiché... Le président colombien Ivan Duque (au centre), en compagnie de Juan Guaido (président autoproclamé du Venezuela) et du vice-président étatsunien Mike Pence (à droite), en février 2019.



# Situation critique pour les libertés académiques et la démocratie au Rojava

La décision de Donald Trump de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie a eu pour conséquence immédiate de favoriser l'intervention militaire au Rojava par la Turquie.

Par **XAVIER LAMBERT**,  
coresponsable du secteur International

**B**afouant leurs alliés kurdes dans la lutte contre l'organisation État islamique (EI), qui ont permis récemment l'exécution d'Abou Bakr al-Baghdadi par les forces spéciales américaines, les États-Unis ont provoqué à la fois une véritable catastrophe humanitaire dans la région (300 combattants tués, 300 000 personnes déplacées) et l'évasion de quelque 900 djihadistes dont la trace est perdue et qui risquent fort d'alimenter le terrorisme international.

## SILENCE ASSOUDIANT DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

L'accord de cessez-le-feu établi le 17 octobre, et présenté comme une avancée dans le conflit de la part des États-Unis, n'a pas été respecté par l'armée turque ni par ses supplétifs djihadistes. Il est clair, de toute façon, que cet accord, comme celui mis en place avec la Russie le 22 octobre dernier, avait pour véritable objectif de mettre fin à l'expérience démocratique d'un type nouveau qui était expérimentée au Rojava.

Le silence de la communauté internationale est assourdissant, en dehors de quelques déclarations attristées de principe. Rien de concret n'est fait au niveau de l'OTAN, dont la France fait partie, ni même de l'ONU. Les sanctions économiques annoncées en même temps que les menaces sur les ventes d'armes à la Turquie ne sont visiblement pas de nature à inquiéter Recep Tayyip Erdogan, qui continue son pilonnage aérien sur les civils et le déploiement de ses troupes au sol. La France doit peser de tout

son poids pour obtenir la mise en place d'une force d'interposition internationale le long de la frontière nord de la Syrie.

## ATTAQUES SYSTÉMATIQUES DES UNIVERSITÉS ET DES ÉCOLES

Les universités sont directement touchées par ces attaques. Les forces turques et leurs supplétifs islamistes (EI et Al-Qaïda) ont pour cible les lieux de savoir, qu'ils détruisent et pillent systématiquement. Tout ce qui avait été construit depuis trois ans au Rojava et à Kobane en matière de recherche scientifique et de savoir, mais aussi la promotion de la démocratie, sont gravement mis en péril par les attaques systématiques des universités et des écoles. Dans une région où la démocratie, l'apprentissage de la tolérance sont une denrée rare, le maintien des conditions indispensables au travail de nos collègues du nord-est de la Syrie est une dimension cruciale en même temps qu'il participe de la lutte mondiale pour la démocratie et les libertés académiques. Quand on sait les coups sévères portés aux libertés académiques en Turquie par Erdogan et, plus généralement à la démocratie et à la laïcité, quand on sait l'obscurantisme profond qui caractérise les forces réactionnaires de l'EI et d'Al-Qaïda, le combat des universitaires et des étudiants au Rojava acquiert une dimension qui va bien au-delà du contexte régional.

C'est par une véritable mobilisation de la communauté scientifique française et internationale que nous devons, nous, universitaires et garants de nos valeurs, alerter la communauté internationale, exiger la fin des agressions armées contre les populations du nord de la Syrie et la construction d'une solution politique durable. ■

*C'est par une véritable mobilisation de la communauté scientifique française et internationale que nous devons exiger la construction d'une solution politique durable.*

Des combattantes kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

